Proposition de section thématique - Groupe de recherche « Normes et justice », congrès AFSP 2-4 juillet 2019 au titre du prochain groupe de recherche « Normes et Justice »

Laurence Dumoulin, Chargée de recherche CNRS (PACTE, Sciences Po Grenoble)

[laurence.dumoulin@umrpacte.fr](mailto:laurence.dumoulin@umrpacte.fr)

Cécile Vigour, Chargée de recherche CNRS (Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux)

[c.vigour@sciencespobordeaux.fr](mailto:c.vigour@sciencespobordeaux.fr)

# Titre / title

**Comparer les expériences et représentations des professionnels et usagers des services publics**

**Comparing professionals’ and public service users’ experiences and representations**

# **Mots-clés/ Key words**

**Mots-clés :** action publique ; usagers ; professionnels ; comparaison

**Key-words** : public policy ; users; professions ; comparison

# **Appel à communications - présentation scientifique & organisation pratique**

Cette section thématique vise à croiser de manière systématique les expériences et représentations des professionnels avec celles des usagers des services publics. Que nous apprend ce type de comparaison sur l’action publique, ses changements, et les défis auxquels elle est confrontée ? L’analyse des rapports professionnels / usagers interroge la socialisation aux normes étatiques et dispositifs infra et supra-étatiques, les conditions de mobilisation du droit ou les capacités de contournement et de négociation de ces règles. Comment les perceptions des services publics s’articulent-elles avec les représentations de l’ordre social, du politique, de l’Etat et des autres espaces de régulation ?

En sociologie de l’action publique comme en sociologie du droit, on observe depuis une vingtaine d’années un regain d’intérêt pour les usagers, destinataires ou publics. Ces travaux s’intéressent à la réception de l’action publique (Baudot et Revillard, 2014 ; Revillard, 2017) ; aux *policy feedbacks*; aux expériences quotidiennes que les personnes font du droit - les *legal consciousness studies* (Ewick et Silbey, 1998), ou à la justice procédurale (Tyler, 2003). Ils s’ajoutent à de nombreux travaux sur les professionnels du droit et des administrations liées à l’exercice de la justice (Delpeuch *et al*., 2014), leurs activités, ethos et socialisations (Boigeol, 2013 ; Vanneuville, 2013).

En revanche, l’analyse conjointe des expériences et représentations des professionnels et des usagers en matière d’action publique, reste centrée sur des expériences restreintes. Les « relations au guichet » se focalisent sur leur caractère discrétionnaire (Lipsky, 2010) et sur les infléchissements, voire les discriminations qui en résultent (Weller, 1999 ; Spire, 2007 ; Mazouz, 2017). D’autres travaux portent sur la réception de l’action publique (*Droit et société*, Les relations police et population, 2017) ou les non-recours aux droits (Warin, 2016). Une recherche en cours étudie un large éventail de pratiques et rapports ordinaires des gouvernés à cinq services publics (Spire, 2016). D’autres travaux récents s’intéressent à la conscience du droit des acteurs ordinaires *et* des *street-level bureaucrats* et à leurs interactions (Hertogh, 2018).

En comparant les interactions (ou non) et les rapports différenciés des usagers aux services publics et aux professionnels qui y exercent, l’enjeu est d’expliquer les congruences et dissonances observées. Comment *les expériences* des services publics influencent-elles les représentations et pratiques des usagers et professionnels (fréquence ; caractère volontaire ou subi, ordinaire ou non…) ? Quelle part tient aux *caractéristiques sociodémographiques des usagers ou de leurs familles* (âge, sexe, diplôme, CSP, type d’emploi…) ? Dans quelle mesure *les orientations politiques* pèsent-elles sur les rapports aux services publics, ou leur mise en œuvre ? Enfin, quelles méthodes mobiliser ? Observer les interactions ; réaliser des entretiens ou questionnaires reprenant des cas similaires (« vignettes ») ? En l’absence de protocole d’enquête symétrique, comment limiter les biais ?

Sont attendues des communications fondées sur des matériaux empiriques qualitatifs ou quantitatifs. Elles peuvent comparer plusieurs professions, publics, secteurs à différentes échelles de l’action publique. Emanant du Groupe « Normes et justice », cet appel vise le système judiciaire sans exclure des propositions portant sur d’autres secteurs dès lors qu’elles éclairent ce dernier.

Nous attendons des communications comportant autour de 300 mots.

Nous proposons d’organiser deux séances, incluant chacune quatre communications (15 mn) et un discutant (20 mn). La première pourrait être consacrée à des recherches collectives combinant enquêtes qualitatives et quantitatives.

**2 créneaux horaires**

## **Stratégie pour attirer des panélistes variés**

L. Dumoulin et C.Vigour ont toutes deux été co-responsables du Réseau Thématique « Sociologie du droit et de la justice », dont la liste de diffusion comporte plus de 120 membres - principalement en France et dans les pays frontaliers (pas seulement francophones). L’appel y sera diffusé ainsi que le réseau généraliste de l’ANCMSP.

L’appel sera diffusé aussi à travers les réseaux spécialisés internationaux : à nos collègues du Chili (*via* un projet ECOS de collaboration avec le Chili en cours d’évaluation, et leurs collègues), du Québec (via E.Biland), du *Research Committee on Sociology of Law* lié à l’ISA auquel L.Dumoulin a participé à la mi-septembre...

## Call / scientific presentation and organization

These panel aim at systematically comparing the experiences and representations of professionals and users of public services. What can be learnt from this type of comparison about public policy, and the challenges it faces? Analyzing the relationships between professionals, civil servants and users of public services addresses the issue of their socialization to state, supranational and infra-state norms. It also deals with legal mobilization, playing with the law or getting around the rules. How is perception of public services related to people’s representations of the social order, politics, State and any other forms of regulation?

For the last twenty years in public policy analysis and sociology of law, a new surge of interest in users, recipients and beneficiaries has emerged. Literature has been produced about public policy reception (Baudot & Revillard, 2014; Revillard, 2017); policy feedback*;* legal consciousness(Ewick & Silbey, 1998) and procedural justice (Tyler, 2003). That is in addition to the proliferous research on legal professions (Delpeuch *& al*., 2014), their activities, ethos and socializations (Boigeol, 2013; Vanneuville, 2013).

However, analysis of experiences and representations of professionals and users of public services remains rather limited. Street-level bureaucracy and its interaction with the public is centered around the discretion issue (Lipsky, 2010), or the issue of policy implementation and the discriminations that sometimes stems from it (Weller, 1999; Spire, 2007; Mazouz, 2017). Public policy reception is investigated (*Droit et société*, special issue on the relations between police and the population, 2017) and the non-take up of social benefits as well (Warin, 2016). An on-going research project is studying a large panel of practices and ordinary relationships between citizens and five public services (Spire, 2016). Other works deal with how ordinary people’s and street-level bureaucrats’ legal consciousness, interacts (Hertogh, 2018).

The aim of these two panels is to explain the similarities and differences observed when comparing the experiences and conceptions of some users of public services and some members of the professions delivering them. How do the diverse experiences of public services influence the representations and practices of users and civil servants (depending on if the interactions are frequent, voluntary, ordinary…)? Do the sociodemographic variables, such as age, sex, qualification, occupational or professional position, have an impact on the interaction between users and professionals delivering public policies? How far does political opinion shape the interaction between the public services, or the way they are delivered? Lastly, what methods should be used? Observations? Interviews or surveys including similar questions? If there is no symmetrical research design, how can bias be limited?

We welcome proposals based on qualitative or quantitative empirical materials. They may compare several occupations, professions, publics or sectors at different levels. As it is presented by the Standing Group on “Norms and justice”, this call revolves around the legal system, as well as other public sectors if they shed light on the legal system.

The two sessions will include four proposals (15 minutes) and a discussant session (20 minutes). The first session might be devoted to collective research which combine a qualitative and quantitative design.

**Notices biographiques des responsables**:

Laurence Dumoulin est chargée de recherches au CNRS depuis 2004 et rattachée à PACTE, Sciences Po Grenoble, Univ. Grenoble-Alpes. Ses travaux portent sur les politiques de justice et de sécurité, les rapports entre droit, justice et politique ainsi que la question du jugement dans une perspective croisée de sociologie du droit et de sociologie de l’action publique.

Elle vient de publier avec Christian Licoppe un ouvrage intitulé [*Les audiences à distance. Genèse et institutionnalisation d'une innovation dans la justice*](https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-01557753) (LGDJ, 2017). Elle est l’auteur avec Thierry Delpeuch et Claire de Galembert du manuel de *Sociologie du droit et de la justice*, paru chez Armand Colin en 2014. Elle a co-dirigé plusieurs ouvrages parmi lesquels *La juridicisation du politique* (avec J. Commaille et C. Robert). Elle a coordonné plusieurs dossiers de revues et publié des articles dans *British Journal of Criminology, Champ pénal*, *Critique internationale*, Déviance & société, Droit et cultures, Droit et société, Ethnographiques.org, *Policy & Internet, Revista Critica de Ciencias Sociais*, *Surveillance & Society*, etc.

Depuis 2017, elle est avec Pierre Brunet co-rédactrice en chef de la revue *Droit et société*.

Cécile Vigour est chargée de recherches au CNRS depuis 2008 et rattachée à Science Po Bordeaux. Ses travaux portent sur les réformes de la justice en Europe, le Parlement et les recompositions de l’Etat. Ils s’inscrivent dans une perspective de sociologie de l’action publique, intégrant les apports de la sociologie des organisations, de la sociologie des professions et de l’instrumentation de l’action publique.

Parmi ses publications, un ouvrage à paraître fin 2018 chez De Boeck *Réformes de la justice en Europe. Entre politique et gestion* ; un ouvrage consacré à *La comparaison dans les sciences sociales*, paru à La Découverte en 2005, et une direction d’ouvrage paru à la LGDJ en 2013 (*Faire parler le parlement* avec C. de Galembert et O. Rozenberg) ; cinq coordinations de dossiers dans *Law and Social Inquiry* (2017), *Current Sociology* (2013), *Critique Internationale* (2010), *Terrains et travaux* (2012 et 2005), ainsi qu’une quinzaine d’articles parus dans les revues *Comparative Political Studies, Journal of Legislative Studies, International Journal of Sociology, Law and Social Inquiry, Sociologie du travail, Politix, Revue Française d’Administration Publique, Droit et société, AJ Pénal, Pyramides* (revue belge d’administration publique), *Terrains et travaux.*

Dr. Laurence Dumoulin is a research fellow in the National Center for Scientific Research (CNRS), PACTE, Sciences Po Grenoble, Univ. Grenoble-Alpes. Her research areas are sociology of law, law and politics and public policy analysis. She works on the judiciary, criminal and civil justice policy, the judicialization of politics, and the judicial decision-making.

She has recently published *Remote hearings. Genesis and institutionalization of a judicial innovation* (2017). She is the co-author (with Thierry Delpeuch and Claire de Galembert) of a handbook on *Sociology of law and justice*, published by Armand Colin Editions in 2014. She has co-edited several books including *The Judicialization of Politics* (with J. Commaille and C. Robert). She also co-edited several special issues and published articles in journals such as *British Journal of Criminology, Champ pénal*, *Critique internationale*, Déviance & société, Droit et cultures, Droit et société, Ethnographiques.org, *Policy & Internet, Revista Critica de Ciencias Sociais*, *Surveillance & Society*, etc. Since 2017, she has been co-editor in chief of the French journal *Droit et société* (with Pierre Brunet).

Dr. Cécile Vigour is a Research Associate Professor at the French National Center For Scientific Research (CNRS), at Sciences Po Bordeaux (France). She works on judicial reforms in Europe, on Parliament and on state transformations in a comparative perspective.

She will publish a book 2018 - *Réformes de la justice en Europe. Entre politique et gestion*, Bruxelles, De Boeck. She is the author of a book regarding comparison in the social sciences published by La Découverte in 2005 ; of a co-edited book published by LGDJ in 2013 (*Faire parler le parlement* with C. de Galembert et O. Rozenberg). She also coedited several special issues in *Law and Social Inquiry* (2017), *Current Sociology* (2013), *Critique Internationale* (2010), *Terrains et travaux* (2012 et 2005). She published articles in journals such as : *Comparative Political Studies, Journal of Legislative Studies, International Journal of Sociology, Law and Social Inquiry, Sociologie du travail, Politix, Revue Française d’Administration Publique, Droit et société, AJ Pénal, Pyramides*, *Terrains et travaux…*